

GCSCE. Les membres de ces comités travailleront étroitement avec nous tout au long des entretiens avec les États-Unis et, en fait, sur toutes les questions importantes concernant le commerce. Le CCCE, c'est-à-dire le Comité de Walter Light, commencera ses travaux le mois prochain. Et aura certes un rôle à jouer dans la formulation de nos positions.

Personne ne s'étonnera au Canada que nous accordions une telle attention aux États-Unis. Je pense que chacun sait maintenant que les États-Unis sont notre plus gros client. Ils achètent les trois quarts de tout ce que nous vendons à l'étranger. Ce marché fournit presque le quart de chaque dollar que nous gagnons et donne un emploi à plus de deux millions de Canadiens. Quand vous avez un client d'une telle importance et que ce client commence à se plaindre au service des réclamations, vous avez tout intérêt à lui accorder l'attention qu'il mérite.

Notre accès au marché américain est sérieusement menacé à l'heure actuelle. Les Américains, et en particulier le Congrès, s'engagent chaque jour de plus en plus dans la voie du protectionnisme. Ils trouvent constamment des moyens de ne pas importer nos produits. Cet été, par exemple, quatre États de l'Ouest ont imposé un embargo sur les importations de porc canadien, en prétextant la présence dans ces porcs d'un antibiotique qu'ils n'approuvent pas.

Prenons également le cas du bois d'oeuvre. Les Américains achètent plus de la moitié de notre production, et 60 000 emplois au Canada sont tributaires de ce marché. Mais il y a actuellement devant le Congrès trois projets de loi distincts qui restreindraient nos ventes de bois d'oeuvre résineux. Un grand nombre d'emplois sont menacés.

Ce n'était là que des exemples. Il y a aussi l'acier canadien, qui est visé à intervalles réguliers, il y a le sucre, le poisson, le sel, l'uranium, les framboises, les bleuets et ainsi de suite. On parle même actuellement aux États-Unis d'imposer une surtaxe sur toutes les importations, ce qui aurait un effet extrêmement néfaste sur l'ensemble de notre économie. D'après des estimations, une réduction de 10 % seulement de nos exportations entraînerait la mise à pied de 250 000 travailleurs canadiens.

La préoccupation immédiate du gouvernement dans les pourparlers commerciaux avec les États-Unis est très simple. Nous ne pouvons nous permettre de perdre ce marché, et les arrangements que nous avons à l'heure actuelle ne nous protègent pas suffisamment. Nous devons en trouver de meilleurs, ne serait-ce que pour préserver des emplois au Canada.